VOLUME !

Volume !

La revue des musiques populaires

9 : 1 | 2012

Contre-cultures n°1

Séminaire d'histoire sociale du rock

Stéphane Escoubet et Yannig le Moullec

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/volume/3209>

DOI : 10.4000/volume.3209

ISSN : 1950-568X

Éditeur

Association Mélanie Seteun

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2012

Pagination : 209-211

ISBN : 978-2-913169-32-6

ISSN : 1634-5495

Référence électronique

Stéphane Escoubet et Yannig le Moullec, « Séminaire d'histoire sociale du rock », *Volume !* [En ligne], 9 : 1 | 2012, mis en ligne le 15 octobre 2012, consulté le 24 août 2022. URL : <http://journals.openedition.org/volume/3209> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/volume.3209>

Tous droits réservés

compte-rendu

Séminaire d'histoire sociale du rock, CRHEC, IRHiS, Centre d'histoire sociale du xx^e siècle, 2011.

C'est à deux historiens, Arnaud Baubérot (CRHEC) et Florence Tamagne (IRHiS, Centre d'histoire sociale du XX^e siècle), que l'on doit l'organisation d'un nouveau séminaire consacré à l'*Histoire sociale du rock*, dont la première édition s'est tenue de février à juin 2011 au centre Mahler (Paris 4^e). Souhaitant ouvrir un espace de dialogue interdisciplinaire sur le sujet, ce séminaire a vu se succéder les interventions d'historiens, sociologues, musicologues, et spécialistes en *French Studies*, autour de la question : "Comment faire l'histoire du rock en France aujourd'hui ?". Il a également accordé une place importante aux échanges avec des professionnels intégrés au monde du rock, et ce dans un même esprit critique. Les interventions se sont déroulées devant une assemblée d'étudiants et de chercheurs en sciences sociales, ainsi que de passionnés de rock (qui furent dans certains cas les mêmes).

La question des approches et méthodologies a occupé les deux premières séances : la première (09 février) abordait la définition du champ d'étude (le « rock ») et l'état des

recherches menées en France ; pour la seconde (16 mars) deux musicologues exposaient la démarche qu'ils avaient adoptée pour leurs travaux respectifs.

Stéphane Escoubet (université Toulouse le Mirail) a rappelé que la définition du rock n'était pas à envisager comme un postulat de départ mais comme un objet d'étude en soi : la négociation de son sens et de ses limites constitue une activité inhérente au monde du rock. S'intéresser aux définitions du « rock », comme de tout objet s'inscrivant dans ce champ (un genre, une scène, un groupe...), amène à examiner la relation entre des représentations et des pratiques. Dressant un bilan des études françaises consacrées au rock, le sociologue Gérôme Guibert a pointé le rôle des politiques culturelles et du renouvellement générationnel dans la dénomination et la délimitation du champ culturel qui nous occupe (Guibert, 2006). Il a également souligné l'intérêt d'aborder la question par le biais de la notion de scène, invitant à une relocalisation géographique et temporelle de questionnements parfois abordés à une échelle trop générale.

Le musicologue Christophe Pirenne (université catholique de Louvain) témoignait de la difficulté des choix qu'il avait du effectuer au cours de la rédaction de son ouvrage *Une histoire musicale du rock* (Pirenne, 2010). L'auteur exposait deux des partis pris de son travail : proposer une histoire du rock en grande partie fondée sur ses caractéristiques sonores, et adopter une définition très large du rock. Aude Martheleur a fait part de l'approche développée dans le cadre de sa thèse de musicologie consacrée au rock psychédélique de 1966 à 1970. Ce travail l'avait amené à envisager ce dernier comme la « bande son » d'un mouvement culturel plus large, qui embrassait également les domaines du cinéma, des arts plastiques et de la littérature.

Les séances des 6 avril et 11 mai 2011 étaient consacrées au thème « Histoire et mémoire ».

Philippe Manœuvre, rédacteur en chef de *Rock & Folk*, a rappelé les fondements de la revue qu'il a rejointe en 1975 : la puissance d'écriture et l'invention de mythes. Jusqu'en 1984 il a suivi une actualité très féconde : mais, pour lui, ce travail n'était pas vraiment du journalisme plutôt la présentation d'un certain regard sur le rock. Interrogé par Claire Blandin (historienne des médias, ici discutante), il a évoqué la dépendance de la presse à la créativité musicale : aux souffles des années 1960, 1970, 1993-1995 et d'une partie des années 2000 il a opposé l'année 1984, le début des années techno ou la crise du disque actuelle. Il a souligné la concurrence régulière des nouveaux médias de communication et a précisé que ce sont les « unes » consacrées aux anciens groupes qui fédèrent le plus un lectorat pluri-générationnel.

Le médiéviste Stéphane Lebecq a présenté comment, tout en étant professeur à Lille, il a participé à l'organisation de concerts de 1969 à 1973 : d'abord dans une boîte de nuit (MC5) puis dans une grande salle de la ville (Rolling Stones, Pink Floyd). Il était chargé des relations avec les groupes ainsi que de la promotion des concerts dans les médias. Un poste à l'université de Lille et l'investissement dans une thèse l'ont détourné de son activisme rock. Pour Samuel Kirszenbaum, la photographie - dont il est historien - est le produit visuel du rock comme le prouve la pochette de l'album *London Calling* des Clash. Il a présenté les principes de *Vox Pop*, dont il est rédacteur en chef adjoint : l'indépendance, l'association systématique d'un travail photographique de qualité à l'écriture d'articles approfondis et l'utilisation des seules photographies de l'équipe.

La séance du 15 juin 2011 était intitulée « Regards croisés : identités du rock français ». Yves Santamaria (Histoire contemporaine, IEP Grenoble) a rappelé la sympathie originelle de Johnny Hallyday pour l'anticommunisme et le sionisme, en décalage avec une opinion française assez antiaméricaine (Santamaria, 2010). Ensuite il a montré que le rocker devient plus consensuel, votant Giscard en 1974 et Mitterrand en 1981, puis se rapprochant du gaullisme. Depuis il incarne la figure du « libéral libertaire », épousant la mondialisation mais captif d'un marché national qui vénère encore sa stature anti-bourgeoise. Concernant Carte de Séjour, qui se voulait arabe et antirépublicain, Barbara Lebrun (*French Studies*, Université de Manchester) a montré que le groupe « new-wave métisse » ne rentrait pas dans les cases de SOS Racisme. Le groupe de Rachid Taha s'est

donc retrouvé très mal à l'aise face au succès de « Douce France » en 1986 : une reprise punk et « fun » de Trénet à la fois ironique et antipatriotique que Jack Lang a transformé en essai républicain et pro-beur.

Au terme de sa première édition, s'il ne fallait retenir qu'une seule ligne du bilan de ce séminaire, ce pourrait être l'intérêt des échanges suscités par l'intervention d'acteurs du monde du rock. Preuve est faite que ce type de manifestation scientifique gagne à

intégrer une part de dialogue avec ces derniers, à leur accorder non seulement le crédit du témoignage mais aussi celui de participer à la construction d'un regard critique sur leur propre champ d'activité. Le séminaire d'*Histoire sociale du rock* a repris depuis février dernier¹.

Stéphane ESCOUBET et Yannig LE MOULLEC

1. Le programme du séminaire 2012, sur le site Internet de l'IRMA : <http://www.irma.asso.fr/Histoire-sociale-du-rock>

Bibliographie

Gérôme Guibert, *La production de la culture. Le cas des musiques amplifiées en France*, Nr't(r(((rwsa&é&antes/Paris, Seteun/Irma, 2006.

Christophe Pirenne, *Une histoire musicale du rock*, Paris, Fayard, 2011.

Yves Santamaria, *Johnny, sociologie d'un rocker*, Paris, La Découverte, 2010.

Musiques populaires et politique au XXI^e siècle de la chute du communisme au Printemps arabe

Conférence internationale - Université de Strasbourg, 7-8 juin 2013

Organisation

Alenka BARBER, Université de Hambourg, Arbeitskreis Studium Populäre Musik.

Elsa GRASSY Université de Strasbourg, SEARCH (EA 2325), International Association for the Study of Popular Music-branch francophone d'Europe.

Jedediah SKLOWER, Université Catholique de Lille, Volume ! la revue des musiques populaires.

Intervenants principaux

Martin CLOONAN, Université de Glasgow

Rajko MURSIC, Université de Ljubljana

Le champ d'étude dédié aux musiques populaires a abondamment exploré la question politique. S'y est développée une tradition, féconde, d'analyse des rapports entre musique et pouvoir, des pratiques symboliques par lesquelles passe l'affirmation identitaire des subcultures (cultural, gender, postcolonial studies), ainsi que de la politisation des musiques populaires, depuis les mouvements syndicaux du XIX^e siècle jusqu'aux héritiers de la contre-culture des années 1960. En revanche, rares sont les auteurs à s'être penchés sur les effets du nouveau contexte géopolitique et technologique de la fin du XX^e et du début du XXI^e siècles. Les transformations géopolitiques, culturelles et technologiques suivant la chute du bloc soviétique, l'accélération de la mondialisation, l'avènement de l'ère numérique et d'internet ou, plus récemment encore, les bouleversements politiques tels que le Printemps arabe et les différentes déclinaisons du mouvement « Occupy », par

exemple, sont encore trop timidement étudiés par les chercheurs. Depuis plus de vingt ans désormais, les musiques populaires ont recomposé les formes de leur engagement en puisant dans la diversité du matériau qu'offrent un long héritage tout autant que ce nouvel environnement. C'est sur ces nouveaux usages, pratiques et significations politiques que nous souhaitons réfléchir à l'occasion de cette conférence internationale.

Notre réflexion s'organisera autour de cinq axes :

1. La musique comme arme politique
2. Musiques politiques, entre héritage et révolution
3. Musique, identité et nationalisme
4. Esthétique, pratiques numériques et politique
5. La mise au pas des musiques populaires : censure, torture et propagande